



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

31 | 2005

La "Société de 48" a cent ans

Encore l'industrialisation belge au XIX^e siècle : à propos de quelques travaux récents

Patrick Verley



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2382>

DOI : 10.4000/rh19.2382

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Patrick Verley, « Encore l'industrialisation belge au XIX^e siècle : à propos de quelques travaux récents », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2382> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.2382>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Encore l'industrialisation belge au XIX^e siècle : à propos de quelques travaux récents¹

Patrick Verley

- 1 En Belgique comme en France, les recherches sur l'histoire économique du XIX^e siècle ont manifesté depuis une quinzaine d'années une tendance à un divorce croissant entre des travaux majoritaires qui témoignent d'une approche de plus en plus aproblématique de l'histoire et des travaux qui essaient de s'engager dans des voies nouvelles, en ordre dispersé, bien que l'on puisse articuler leurs problématiques autour de quelques interrogations majeures². La déproblématisation de l'histoire économique est le résultat peu surprenant de ces mouvements de pendule qui caractérisent l'historiographie. Les années 1970 ont été marquées par la victoire d'une certaine transdisciplinarité et par une position dominante de l'histoire économique dans l'ensemble du champ historique. Les historiens économistes ont beaucoup emprunté aux autres sciences humaines, à la théorie économique, mais aussi à la géographie ou à l'anthropologie. Ils ont emprunté des concepts d'analyse. Sur la défensive depuis une quinzaine d'années, le courant principal de l'histoire économique de l'industrialisation s'est replié sur des positions fermées aux autres sciences humaines, prétendant fonctionner sur des concepts endogènes et refusant le cadre macro-économique pour rester sur le terrain des « faits » microéconomiques.
- 2 L'essor de l'histoire d'entreprises est un des faits majeurs du dernier quart de siècle dans le domaine francophone. Ce champ de recherches s'appuie sur de riches problématiques, tant avec l'approche par les coûts de transaction et de coordination déjà ancienne³ avec les travaux d'Alfred D. Chandler Jr⁴, que par un appui sur des thématiques plus récemment apparues chez les économistes – théorie des organisations⁵ et prise en compte des problèmes d'asymétrie d'information. L'entreprise est une organisation dont la fonction est particulièrement complexe. Son rôle est de définir des stratégies pertinentes en s'efforçant de coordonner et de rendre compatible des contraintes qui s'expriment dans des champs très divers (culturel,

social, économique, financier, technique, juridique) et dans des horizons temporels (conjoncture courte, anticipations à moyen et long termes) et spatiaux différents (le local, par exemple du bassin de main-d'œuvre, le national ou l'international pour les aspects techniques, économiques, financiers, juridiques). L'entreprise est un lieu de rencontre des contraintes et des exigences microéconomiques et macroéconomiques, puisqu'elle s'insère dans des économies régionale, nationale et internationale. On conçoit qu'il est presque aussi ardu de faire de l'histoire d'entreprise que de savoir gérer avec succès une entreprise, risques financiers et pénaux mis à part...

- 3 C'est sans doute pourquoi, paradoxalement, l'histoire d'entreprise a souvent, en dehors d'un certain nombre de travaux d'une qualité exceptionnelle qui maîtrisent les problématiques du champ, concouru à un retour à une approche monographique fermée sur elle-même que l'on croyait dépassée depuis les années 1930 où ses limites ont été dénoncées dans le champ de l'histoire politique. Cette évolution se double d'une tendance à appeler « l'histoire d'entreprise » « histoire économique », domaine pourtant beaucoup plus englobant qui implique une compréhension de l'articulation entre les niveaux micro-, méso- et macro-économiques. Sans doute cette évolution est-elle à mettre en rapport avec le succès dans le champ universitaire de l'étude des trajectoires individuelles au détriment de celles de groupes sociaux, et avec la propension des médias à croire que, dans la société d'aujourd'hui, les chefs d'entreprise sont, de par leurs fonctions, les mieux à même de comprendre l'économie.

L'héritage de Pierre Lebrun, cinquante ans plus tard

- 4 En dehors de ces éléments communs aux pays francophones, l'historiographie belge de l'industrialisation est caractérisée par une certaine difficulté à gérer l'héritage de Pierre Lebrun. Les réflexions de ce grand historien⁶ qui forment l'introduction de la série *Histoire quantitative et développement de la Belgique*, un vaste chantier qui n'est pas encore terminé à ce jour, ont fondé la tradition historiographique du sujet dans ce pays, car ni le contemporain Natalis Briavoinne⁷ ni l'utile mais très narratif ouvrage de Robert Demoulin⁸ n'apportaient jusqu'alors une vision analytique du processus d'industrialisation belge. Bien que publiées plus tardivement, mais en germe dans un article de 1961⁹, ces réflexions sont caractéristiques des approches des années soixante. Pour se dégager de la fausse problématique des « origines » qui avait bloqué dès le début les analyses de l'industrialisation considérée comme discontinuité révolutionnaire (la « révolution industrielle »), Pierre Lebrun reprenait l'idée de « masse critique » que David S. Landes avait le premier évoquée¹⁰, par analogie à la physique atomique. Par ce terme, ils entendaient un processus fondé sur une double logique. Ils empruntaient d'abord à la physique l'idée de « quantum d'action », c'est-à-dire le fait qu'un facteur n'exerce un effet sur l'ensemble d'un système (thermodynamique ou macroéconomique) que lorsque sa grandeur atteint un seuil minimal. Ensuite, ils voyaient dans les processus économiques une analogie avec les réactions en chaîne de la physique nucléaire : parvenu à un état d'instabilité, qui peut résulter de multiples configurations différentes de ses éléments, un système peut changer de nature brutalement sous l'effet de stimulants très variables qui jouent un rôle aléatoire de détonateur. Cette hypothèse est séduisante – car elle semble en première approche éminemment historique. Elle permettait de tenir compte du caractère aléatoire de toutes les évolutions historiques et évitait donc de tomber dans le piège de la téléologie, celui de croire à des trajectoires linéaires et déterminées d'avance. Accepter l'idée de cheminements aux bifurcations nombreuses était une manière de rendre compte des deux spécificités de l'approche de l'historien par rapport

à celles des autres sciences humaines : rationaliser les différences entre cas historiques plutôt que chercher une explication générale, valable pour tous, définir donc le caractère spécifique des trajectoires nationales, résultats de configurations particulières des facteurs et des acteurs et d'autre part périodiser, c'est à dire identifier les discontinuités majeures de l'évolution temporelle. Il y avait donc dans cette construction théorique de Pierre Lebrun une manière de poser le problème qui converge avec des problématiques plus récentes. En un langage plus contemporain, ou plus à la mode, on dira que dans l'évolution historique, il y a des moments où diverses voies peuvent être empruntées, où le degré de liberté est grand, où le choix d'une voie nouvelle ou d'un type de fonctionnement nouveau repose parfois sur un ensemble complexe de variables d'environnement avant que des logiques nouvelles viennent peu à peu canaliser de plus en plus le développement dans la direction adoptée, selon un processus de *path dépendance*. Aujourd'hui, on expliquerait le processus de quantum d'action mis en avant par Pierre Lebrun moins par des analogies physiques que par des phénomènes de changements d'horizon de compréhension et d'anticipations des acteurs, qui lors de ces bifurcations prennent conscience que leurs pratiques et leurs représentations anciennes perdent leur efficacité et en adoptent de nouvelles.

- 5 Dans le cas belge, Pierre Lebrun affirmait que le déclenchement du processus en chaîne de l'industrialisation se situait sur le segment « technico-économique », confortant ainsi l'idée d'une ressemblance avec la révolution industrielle britannique conçue dans l'approche la plus traditionnelle, celle d'une révolution technologique où le *Deus ex machina* qui explique tout aurait été une créativité technologique tenant du miracle. La Belgique aurait été une petite Angleterre, l'Angleterre du continent : c'est ainsi que les contemporains la voyaient le plus souvent. Et cela a été le point de départ qui a pesé sur toute l'historiographie du pays. Mais la déconstruction de l'interprétation technologisante de la Grande-Bretagne industrielle, bloc de minerai de fer et de charbon, qui a été confortée par les travaux depuis trente ans¹¹, implique aussi *de facto* une remise en question de l'analyse traditionnelle de l'industrialisation belge. Le plus lourd de l'héritage de Pierre Lebrun est l'approche, somme toute assez monolithique, de l'industrialisation comme un processus prioritairement d'ordre technologique dans un système national en fait fermé. Selon ces prémisses, les facteurs spécifiques de développement seraient à chercher dans les variables endogènes, puisque le transfert technologique considéré comme un élément moteur serait néanmoins neutre dans le processus de différenciation entre pays, puisqu'il se serait posé dans des termes équivalents pour tous.
- 6 Les recherches depuis une vingtaine d'années ont plutôt emprunté les voies ouvertes par Alexander Gerschenkron¹², qui, si l'on abstrait ses hypothèses fondamentales que l'on peut discuter¹³, sont caractérisées par une démarche comparatiste, consistant à dégager les spécificités de l'industrialisation de chaque pays non par déduction à partir d'un inventaire des variables internes reliées dans un système fermé, mais par comparaison entre les expériences nationales. Depuis les recherches sur la proto-industrialisation, depuis les travaux de Bernard Lepetit ou de Sydney Pollard¹⁴, il n'est plus possible d'analyser l'industrialisation sans tenir compte des jeux d'échelle et des articulations entre les différents types d'espaces, du local au régional, au national, au transnational et à l'international.
- 7 Pierre Lebrun avait été sensible à l'importance de ces questions d'espace et d'échelle. Il écrivait que le processus d'industrialisation belge était au mieux traduit « par la théorie

des croissances économiques régionales polarisées »¹⁵ et il a insisté sur l'importance des variations du territoire national, de la période autrichienne à la période française, à l'intégration à la Hollande et enfin à la rétraction sur le territoire national indépendant. Il y a là en effet une extraordinaire expérience historique de fonctionnement dans un espace à géométrie variable. L'historien ne peut pas considérer les variations territoriales comme un phénomène qui perturberait une observation dont il faudrait souhaiter qu'elle soit « à territoire constant ». Ces variations sont porteuses de pertinence historique. Les acteurs de l'économie agissaient à chaque fois dans le cadre d'un environnement qu'ils considéraient comme définitif. Cette élémentaire constatation devrait inciter à accorder une grande importance aux effets des changements territoriaux comme ceux qui eurent lieu à l'époque napoléonienne¹⁶. L'étude de Bart Van der Hert en dans le collectif sur *La Belgique industrielle* apporte quelques éléments à ce dossier, mais ne met pas assez en valeur le fait que la structuration de l'espace par les routes ne pouvait pas être la même dans le cadre des provinces autrichiennes, de l'occupation française, de l'occupation hollandaise ou de l'indépendance. Il eut été intéressant de montrer comment les changements de territoire ont impliqué des variations dans la conception de sa structuration par les voies de transports. En revanche, l'auteur de cet article voit bien l'importance de structurer par le chemin de fer, très rapidement à partir de 1830, le nouvel espace national désormais réduit, afin de permettre au pays de capter les flux de transit entre Grande-Bretagne, France, Pays-Bas et pays germaniques.

- 8 Il nous semble que la première caractéristique de la Belgique a été, dans ses frontières d'après 1830, d'être un petit pays, dont les régions industrielles faisaient partie de zones industrielles transnationales et dont les bassins de main-d'œuvre, les espaces de financement et les marchés de marchandises étaient à l'échelle internationale. C'est dans l'articulation de ces espaces que l'on commence à saisir comment fonctionnait son économie. Le centre lainier de Verviers ne peut être coupé des centres lainiers voisins. Une thèse récente montre la mobilité du facteur de production le moins mobile, la main-d'œuvre linière tout au long de la vallée de la Lys jusqu'à Armentières¹⁷. Il ne nous semble pas anachronique de faire allusion aux travaux des politologues qui, à la suite de l'ouvrage pionnier de Katzenstein¹⁸, insistent sur la différence de stratégies économiques des grands et des petits pays européens depuis les années 1930-1940, même si l'implication économique de l'État était, au XIX^e siècle, *mutatis mutandis*, beaucoup plus faible. La donnée majeure qui déterminait les stratégies des acteurs économiques était déjà un taux de dépendance aux importations et un taux d'ouverture pour les exportations élevés, entraînant une politique douanière plus libérale que celle des grands pays, dans un environnement économique international globalement subi puisque la taille du pays ne permettait pas de le modifier. Cette exposition aux évolutions et aux chocs externes surdéterminait déjà les régimes macroéconomiques (croissance, changements structurels de la production, balance des paiements, partage du revenu national) et les cadres macrosociaux et macropolitiques (coalitions d'intérêts qui permettent d'établir une base politique stable, mode de gestion de la politique, conflictuel ou plus consensuel...) dans lesquels se mettent en perspective les analyses microéconomiques (des acteurs) ou mésoéconomiques (des secteurs et des régions). Katzenstein montre que l'exposition aux chocs externes des petits pays les contraint à des politiques d'ajustements internes, en particulier en réponse aux mutations de l'économie internationale dans les années 1970 : soit un interventionnisme étatique¹⁹, une concentration plus grande des entreprises, une organisation plus poussée des

marchés. Cette constatation ne nous semble pas seulement valable pour la période postérieure à 1950. Ces éléments de « compensation » existaient déjà lors de l'industrialisation belge : il y a eu un financement volontariste et centralisé par la Société Générale et une politique industrialiste et ferroviaire active...

- 9 Mais l'historiographie s'est développée à l'époque des nationalismes, d'autant plus importants dans les petits pays où l'unité politique fut soit tardive, soit lâche et où elle avait à surmonter les différences linguistiques, culturelles et religieuses de leurs populations. L'historiographie a donc privilégié les éléments endogènes d'explication créant ou renforçant les lieux communs ou les mythes identitaires, revendiquant une histoire économique volontariste plutôt que de la saisir comme un constant processus d'adaptation aux contraintes internationales. Pourtant, adaptation ne signifie pas soumission, car à chaque fois l'ajustement aux contraintes externes s'est fait par le choix d'une hiérarchie d'objectifs économiques et sociaux prioritaires au travers de compromis politiques originaux, tant au XX^e siècle que déjà au XIX^e siècle. Ce biais est aussi sensible dans l'historiographie helvétique que dans l'historiographie belge. La Belgique n'était pas une petite Grande-Bretagne, parce que la Grande-Bretagne était le centre et l'acteur de l'économie internationale. C'est en fonction de cette perspective que nous nous proposons de lire quelques ouvrages récents sur l'industrialisation belge.

La « Belgique industrielle »

- 10 La réédition des quelque deux cents lithographies de sites industriels publiées au milieu du XIX^e siècle par Jules Géruzet a avant tout un intérêt iconographique. Même si ce qu'affirme l'introduction : « une collection de reproduction de sites industriels d'une telle ampleur [...] n'a d'équivalent dans aucun autre pays européen » (p. 13) peut être nuancé, car *Les grandes usines* de Turgan sont loin d'être négligeables, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un exceptionnel témoignage pour l'archéologie industrielle. Les reproductions sont accompagnées de 23 articles, de qualité inégale, sur l'industrie et l'industrialisation belges au milieu du XIX^e siècle, qui sont d'autant plus précieux qu'il n'y a pas d'autre ouvrage synthétique en dehors de la grande série de publications sous la direction de Pierre Lebrun. Ces notices sont caractéristiques de la difficulté à traiter de l'industrialisation belge du XIX^e siècle en se dégageant de l'emprise de Pierre Lebrun.
- 11 Herman Van der Wee propose une synthèse rapide de la « révolution industrielle » en Belgique, dans laquelle on ne sait pas très bien si les guillemets qui entourent la sacrosainte expression signifient bien que l'auteur y sacrifie par usage sans en approuver les connotations. Ce texte est caractérisé par une approche d'un grand éclectisme, aux antipodes d'une lecture systémique à la Lebrun. Il nous laisse un peu insatisfait. Il nous donne l'impression – mais peut être est-ce une réalité, que beaucoup de travail reste à faire avant d'avoir une idée claire de l'industrialisation belge. L'auteur souligne que les historiens ont toujours mis en avant les facteurs de l'offre dont la disponibilité en ressources minérales et la technologie, mais reconnaît aussitôt que cela pose un problème si l'on songe à l'importante industrie cotonnière qui travaille une matière première importée, à l'industrie linière, la plus traditionnelle, très lente à se mécaniser, fondée au XVIII^e siècle sur une ressource locale, mais travaillant rapidement aussi une matière première importée. La laine brute est également importée.
- 12 Il y a là effectivement un problème. Si l'on va au bout de ce raisonnement, on mettra en valeur l'importance des industries dites de « perfectionnement », très caractéristiques

des petits pays, Belgique ou Suisse, des pays qui sont rapidement devenus des ateliers de transformation de produits importés, destinés à être ensuite majoritairement exportés. Ceci est vrai même s'il y a eu initialement démarrage sur une ressource locale, même parmi celles qui sont le résultat des hasards géologiques : l'industrie du zinc par exemple, en 1900, importait 269 000 tonnes de minerai de zinc sur les 279 000 qu'elle consommait et était donc au même titre que l'industrie cotonnière une industrie de transformation de matières premières importées. L'offre de travail est considérée par Herman Van der Wee comme un facteur explicatif majeur, mais cette affirmation en soi est peu éclairante si elle ne repose pas sur une analyse comparative des coûts salariaux avec les pays voisins où apparaîtrait en effet le faible coût du travail belge, sans doute une donnée essentielle dans la division internationale du travail en train de se faire dans les années 1830-1850. Le capital est, pour Herman Van der Wee, le troisième facteur « dont la disponibilité a influencé la révolution industrielle belge ». Cela est évident, mais ne doit pas occulter l'importance des capitaux étrangers investis au milieu du XIX^e siècle dans l'économie belge. On s'accordera enfin avec l'auteur sur le fait que l'industrialisation a « également été déterminée par le facteur demande », mais là, il semble que la question n'ait pas été abordée par les chercheurs en dehors d'une étude qui montre la hausse des revenus paysans dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Évoquer les facteurs de l'offre – technologie, ressources, main-d'œuvre et capitaux – qui permettent de produire ne dispense pas de se demander à qui la production était vendue.

- 13 Du moins, ce que l'on sait de la faiblesse des revenus du travail conduit à s'interroger sur la structure sociale d'un marché intérieur fondé nécessairement sur les classes moyennes et supérieures, puisque les revenus populaires étaient très bas. La dynamique des revenus et leur articulation avec les débouchés extérieurs seraient sûrement des variables explicatives majeures. Beaucoup de travail reste donc à faire sur le mode d'insertion de ce pays dans la division internationale du travail. Ce pays caractérisé à partir de 1830 par sa petite taille et son taux d'ouverture précocement élevé, dans une situation d'asymétrie par rapport aux marchés internationaux, en étant fortement influencé sans pouvoir les influencer, ne pouvait réagir que soit par des stratégies de segmentation des marchés de produits par la qualité dont l'objectif était de susciter des effets de niche ou de créneau, soit par une très forte pression sur les coûts de revient – les coûts salariaux au premier chef. Les industriels ont toujours très bien su user de ces pratiques. Et donc la recherche débouche ici sur un des domaines novateurs aujourd'hui : l'analyse de la création des qualités, dans la mesure où les qualités ne sont pas définies *a priori* et antérieurement à la production, mais sont le résultat du jeu des acteurs. Cela est vrai non seulement pour les tissus mais aussi pour des matières premières comme la houille ou les minerais. On ne dispose aujourd'hui d'aucune étude sur les marchés internationaux de la houille²⁰ et des minerais et sur leur segmentation par qualité et par usage. Là encore, tout le travail est à faire...
- 14 Le caractère éclectique de la synthèse d'Herman Van der Wee est donc hautement révélateur. Son auteur ne considère plus qu'il soit possible de maintenir la vision unitaire et simple d'une industrialisation belge fondée sur une grande richesse minérale et sur un précoce transfert technologique à partir de la Grande-Bretagne, mais il ne propose pas une autre lecture où tous les éléments s'articulent bien. Qualifier cette synthèse d'éclectique n'est pas en soi une critique, car l'historien cherche toujours à montrer que tous les éléments du puzzle avec lesquels il s'essaie à construire une histoire ont eu leur importance et c'est cela sans doute qui le distingue de

l'économiste qui ne raisonne habituellement que dans un cadre de système déterminé par une variable explicative principale et une hiérarchisation des variables. Mais le récit historique n'est pas explicatif tant que l'on ne fait qu'affirmer que tous les facteurs (ressources naturelles, technologique, main-d'œuvre, capitaux, demande) ont eu leur contribution à l'industrialisation, sans proposer des hypothèses sur la manière dont ils se sont articulés dans leur fonctionnement.

- 15 Les notices sur les diverses industries révèlent que certains auteurs ont été très soucieux d'insérer leur étude dans le cadre des problématiques récentes alors que d'autres ne le font guère.
- 16 Si l'on a dans la notice de Lut Pil des considérations d'historien de l'art sur la vision du « sublime » dans la représentation des hauts fourneaux de Seraing (on pensera bien sûr aussi au poème de William Blake inspiré peut-être par les forges de Cyfarthfa), les auteurs n'ont guère été sensibles au fait que les lithographies transmettaient un message. Elles proposaient une lecture idéologique de l'industrie, en une époque où les Européens du continent ressentaient un sentiment mêlé d'admiration et de refus devant le modèle britannique d'industrialisation, d'autant que les années 1840 furent très dures au plan social, surtout en Belgique, du fait des progrès de la mécanisation dans le textile. L'introduction de l'ouvrage évoque la grande fierté des Belges devant leur réussite industrielle magnifiée par ces gravures : ce n'était sans doute pas un sentiment partagé par les tisserands à bras flamands ni par les ouvriers gantois.
- 17 L'article de Peter Scholliers, le meilleur connaisseur de l'industrie textile gantoise, est le seul à évoquer le décalage entre ces lithographies présentant des établissements aux architectures impressionnantes, et la réalité. Car l'industrie textile resta encore largement manuelle durant tout le XIX^e siècle : c'était encore le cas d'un tiers des métiers en 1914. La contribution de Peter Scholliers sur les industries cotonnière et linière apporte – en dehors des inévitables éléments d'information bien connus – un certain nombre de réflexions et de mises en perspective très intéressantes. Il analyse bien la filiation avec la proto-industrie sur les deux segments de la production en partielle concurrence qu'étaient les toiles de lin et de coton, dans un jeu complexe si l'on tient compte du changement politique de 1830 et des progrès de l'industrie textile britannique. La perte des marchés captifs dans le cadre du Royaume de Hollande impliqua la nécessité de vendre sur des marchés extérieurs où il y avait affrontement avec les cotonnades britanniques dans une concurrence frontale, car les deux industries produisaient la même qualité de tissu (à la différence par exemple de l'industrie cotonnière alsacienne qui était haut de gamme). À cela s'ajoutait les modifications des politiques douanières des pays qui en étaient les marchés, comme la France, pour laquelle il aurait sans doute été utile d'évoquer quelque part dans l'ouvrage les projets d'union douanière. La solution était la mécanisation, mais comme la productivité était inférieure à celle de l'industrie britannique, les patrons du textile la combinèrent avec une forte pression sur les salaires, conduisant à une situation sociale particulièrement explosive au moment où la mécanisation était conduite à marches forcées. À défaut de stratégies de segmentation du marché, il fallait exploiter davantage la main-d'œuvre tout en diffusant une idéologie compensatrice. On appréciera l'articulation entre l'étude économique et sociale dans le cadre d'une intégration croissante à l'économie internationale dans ces cruciales années 1840 autour de thèmes en germe dans cette notice, mais plus développés dans un article récent de la *Revue d'histoire du XIXe siècle*²¹. Peter Scholliers y montre l'exploitation du

discours sur la concurrence internationale qui, utilisé dans des contextes différents du début à la fin du XIX^e siècle, a permis aux patrons du textile belge de réduire les tensions sociales en les dérivant vers un bouc émissaire étranger. Un consensus ambigu parvenait ainsi à se former entre patrons et ouvriers sur les revendications protectionnistes.

- 18 Peter Scholliers se situe dans la voie ouverte par Jean-Pierre Hirsch, celle des rapports ambigus entre le discours et les pratiques patronales, celle des contradictions même du discours d'hommes qui étaient tout sauf des *homines œconomici*, parfaitement rationnels, informés et cohérents. On appréciera aussi le renversement quasi révolutionnaire de perspective que cet auteur introduit subrepticement au cours de sa démonstration et qui aboutit, après examen des industries des pays concurrents, à une phrase qui remet en cause une grande partie de l'historiographie : « Il est donc étonnant que les activités cotonnières et linières belges aient réussi à survivre – et même à s'étendre – face à de tels concurrents » (p. 75). La réponse qu'il apporte est : la mécanisation permise par le crédit bancaire, la perdurance du travail proto-industriel et surtout la pression constante sur les salaires, l'écrasement des niveaux de vie populaires. On est donc loin de la vision glorieuse du progrès technique révolutionnant ce petit pays moderne qui, à l'instar de la Grande-Bretagne, atteindrait à la fin du siècle un des plus hauts niveaux de PNB par tête. On est plus proche de la réalité des pauvres tisserands hollandais dessinés par Van Gogh, une réalité de la première moitié du XIX^e siècle encore bien présente dans les années 1880.
- 19 L'étude de Claude Desama et Catherine Bauwens sur l'industrie de la laine verviétoise est elle aussi ouverte sur les espaces extérieurs et sur le social. Les pages 95 et 99 étudient bien une industrie qui, comme l'industrie cotonnière, travaillait depuis l'époque proto-industrielle un produit importé, exportait une grande partie de sa production et vivait à l'heure des marchés internationaux, gardant une nostalgie de l'époque française où elle avait disposé d'un grand marché non protégé. L'apparition de nouvelles méthodes de vente avec les commissionnaires, la progression des capitaux à engager dans cette industrie caractérisée par une matière première coûteuse furent la conséquence au milieu du XIX^e siècle des modifications de l'industrie lainière à l'échelle internationale et cette étude vient à point s'articuler avec les travaux de Gérard Gayot et de Luigi Fontana pour en prendre une vue à l'échelle européenne. Les articles sur la sidérurgie, la construction de machines et l'extraction houillère sont de bonnes synthèses plutôt traditionnelles.
- 20 L'étude de Michel Oris sur l'industrie du zinc est en revanche très enfermée sur l'espace belge, ce qui est surprenant pour une industrie caractérisée par son insertion dans l'économie internationale, au plan des établissements de production, au plan financier et au plan des marchés de produits. Il aurait été pourtant facile de faire une belle démonstration sur les logiques de fonctionnement de cette industrie à l'échelle européenne, sur laquelle de nombreux travaux ont déjà apporté beaucoup d'informations. On aurait pu en faire une étude exemplaire du mode d'insertion de l'industrie belge dans l'économie internationale. Il s'agissait en effet d'un marché oligopolistique dès le début du XIX^e siècle, puisqu'il y avait non seulement très peu de pays producteurs, mais aussi très peu de sociétés productrices. Dans son ouvrage bien connu, Rondo Cameron avait déjà resitué les opérations de la Vieille Montagne dans le cadre des grandes affaires financières du milieu du XIX^e siècle et des marchés internationaux²². Cette « multinationale »²³ exploitait à la fois des gisements en Prusse

rhénane et en Belgique, laminait une partie de ses zincs en France malgré le coût élevé du travail. La société avait même envisagé de monter une fonderie et des entrepôts en Angleterre et aux États-Unis. Mais le marché de consommation était en France, et en dehors d'usages relativement mineurs comme la fonderie d'art ou les peintures, sur lequel il n'est pas besoin de s'appesantir comme il est fait dans l'article, consistait en la couverture des bâtiments²⁴. La demande était celle des industries du bâtiment dans le cadre de la rénovation et de l'extension des grandes villes, une demande liée, à élasticité-prix sans doute faible²⁵, ce qui explique à la fois le besoin de cartelliser²⁶ ou de racheter les éventuels concurrents (comme les mines de Sardaigne en 1872) et l'impossibilité d'agir sur les variations du marché par une politique de prix – ce qui explique le besoin de soutien financier d'une société qui allait chercher ses fonds propres au niveau international, puisqu'elle était très précocement cotée à la Bourse de Paris. Personne ne s'est encore engagé aujourd'hui dans un type de problématique qui serait passionnant : comprendre en quoi les spécificités d'un produit et de son marché déterminent les caractéristiques de la gestion et en particulier des besoins de financement des entreprises productrices. Le Crédit mobilier dans les années 1850-1860 détenait plus du tiers des actions de la Vieille Montagne, ce qui n'étonnera guère de la part d'un groupe financier très engagé dans les opérations immobilières, qui pouvait ainsi exercer un contrôle sur les coûts de la construction. À la fin du siècle, le caractère de multinationale de l'entreprise était devenu de plus en plus évident, non seulement du côté des marchés de vente que du côté des approvisionnements²⁷. Si l'on occulte toute cette dimension internationale on ne peut pas comprendre grand chose à cette industrie si caractéristique de la Belgique...

- 21 Sans que l'on puisse tout citer dans cet ouvrage, on remarquera la cinquième partie dont le titre est très révélateur d'une certaine approche de l'industrialisation : « Dans le sillage de la révolution industrielle », dans laquelle on traite des carrières, de la céramique, de l'industrie sucrière, des distilleries ; de la brasserie, de la chimie, de l'armement, de la verrerie et glacerie, des fabriques d'instruments de musique. Le titre semble suggérer qu'il y a différents niveaux d'industries, une hiérarchie des degrés d'intérêt qu'elles doivent susciter. Les « vedettes », comme le textile, la sidérurgie, les houillères, seraient dignes de mobiliser les efforts de chercheurs. En revanche l'agro-alimentaire, la faïencerie ou la fabrique de piano apparaîtraient comme des sujets plus futiles. Il n'en est rien : il s'agit là d'une conception historiographique ancienne qu'il convient de dépasser. Cette perspective conduit à une image très biaisée de l'industrialisation qui a, en fait, reposé sur une multiplicité de métiers et de savoir-faire et sur une invention constante de produits nouveaux dans tous les domaines. Compte tenu de la composition sociale de la demande des marchés intérieurs des pays industrialisés et de ceux qui ne l'étaient guère (Amérique latine), les industries du luxe ou du demi-luxe ont eu une grande importance dans l'industrialisation, en tout cas jusqu'à la Grande dépression.
- 22 Un des avantages de la formule de cet ouvrage, qui a consisté à composer des notices pour illustrer les lithographies, a été de forcer les auteurs à traiter ces industries faussement considérées comme « mineures ». On regrettera que la glacerie belge ne soit qu'à peine évoquée (p. 323-324) alors qu'elle est un des éléments importants dans la grande stratégie multinationale de Saint-Gobain, dévoilée par les travaux de Jean-Pierre Daviet²⁸. Si l'on connaît le destin d'Adolphe Sax qui vient s'installer à Paris, et donc échappe à cette histoire économique de la Belgique, on appréciera les notices sur les fabricants de pianos bruxellois peu connus. Bien qu'aucune lithographie ne lui ait

été consacrée, on regrettera que n'ait pu être traitée l'importante industrie de la carrosserie²⁹. Bruxelles était un centre d'industrie du luxe et d'industrie alimentaire. Ces notices sont intéressantes, même si elles sont peu mises en perspective par leur contribution au processus d'industrialisation. L'ensemble de l'ouvrage apporte donc une masse d'informations, mais ne constitue pas l'histoire économique de l'industrialisation belge qui fait cruellement défaut, dans la mesure où les synthèses antérieures sont anciennes³⁰. On attend toujours une histoire industrielle, voire économique, de la Belgique ouverte sur l'extérieur, dans une perspective européenne, dans la voie que Rondo Cameron jadis, Maurice Lévy-Leboyer³¹ puis Sidney Pollard³² ont ouverte.

Seraing : une étude « classique » de belle facture

- 23 Avec l'ouvrage de Suzy Pasleau, on change d'échelle. On passe à un espace régional défini par son bassin de main-d'œuvre. Consciente des limites d'une étude – à l'échelle régionale – d'un processus d'industrialisation à l'échelle européenne, consciente que la tendance des recherches actuelles n'est plus de faire – en dehors de l'histoire rurale qui y contraint – l'histoire d'une commune, fût-elle le siège des établissements Cockerill, Suzy Pasleau se justifie dans une introduction problématique et dans un chapitre liminaire en replaçant son travail dans les analyses récentes de l'industrialisation. Elle ne fait ni l'histoire de l'industrie sérésienne ni l'histoire des établissements Cockerill. Comme le titre de son ouvrage l'indique, elle cherche à dégager les interrelations entre industrialisation, mouvements migratoires et variables démographiques – l'industrialisation ayant selon elle favorisé la transition démographique et vice-versa. Il est justifié de faire ce questionnement sur un problème très général à une échelle restreinte qui est celle du bassin de main-d'œuvre (les communes voisines, en dehors de l'afflux initial d'ouvriers anglais, ont fourni les travailleurs jusqu'à ce que le drainage devienne très large en fin de siècle (voir p. 49). Même sur cet espace limité, la recherche a exigé le dépouillement de masses considérables d'archives (état civil, recensements et registres des logeurs).
- 24 On est heureux de constater que bien que travaillant sur un des secteurs industriels favoris de l'histoire technologisante, elle n'y succombe pas. Elle écrit d'emblée que les contemporains de la Révolution Industrielle (expression qu'elle utilise néanmoins, au singulier et même avec deux majuscules), « ont mis l'accent sur l'innovation technologique (introduction des mécaniques et usage de la machine à vapeur) liée à la théorie des débouchés de Jean-Baptiste Say. Cette position longtemps soutenue, ne fournit toutefois aucune explication au virage de l'économie occidentale ni au passage d'une société à une autre » (p. 8). Elle est consciente de « la » grande question de l'histoire économique dans son introduction dont le titre est joli : « Du télescope ou du microscope, lequel nous en apprend le plus ? » – soit, pour traduire platement les choses, approches macroéconomiques ou microéconomiques. Mais elle ne s'aventure pas à oser la bonne réponse : les deux, bien sûr, car c'est leur interrelation qui est la clé de la compréhension... Elle prétend avec modestie n'apporter dans sa contribution qu'une pierre à l'ouvrage. « Par ailleurs, un amalgame où se fondent économie, démographie, statistique et informatique ne constitue pas l'Histoire elle-même, mais il en représente à la fois les soubassements robustes et les échafaudages périlleux préalables à toute synthèse » (p. IV).
- 25 La recherche se situe davantage au plan démographique qu'au plan économique, ainsi que le révèle l'équilibre des parties : environ 100 pages pour évoquer l'expansion

industrielle, 51 pages pour étudier les niveaux salariaux qui font la transition avec le cœur de l'ouvrage, la partie démographique, longue de 388 pages. La partie économique qui est plutôt une étude d'histoire industrielle est une bonne mise en perspective, rappelant à plusieurs reprises la contrainte de trouver des débouchés, particulièrement pressante dans un petit pays. Dans les années 1850 et 1860 où les taux de croissance de l'industrie lourde étaient à leur maximum, « L'excellente santé de l'industrie lourde résulte de l'élargissement de l'aire réservée aux marchés extérieurs... » (p. 57). « Dès le milieu des années 1860, l'industrialisation progressive de la Prusse et des États-Unis provoque la surchauffe de l'économie. La demande en produits sidérurgiques et en charbon enregistre une sensible augmentation » (p. 58). « Le système belge souffre de déficiences structurelles essentiellement dues à un double déséquilibre : trop large dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs et trop grande prépondérance des biens industriels (produits bruts ou semi-finis) » (p. 59) et la reprise est possible par la politique de travaux publics, le rebond de la sidérurgie avec l'acier et une réorientation des circuits commerciaux avec l'étranger. En trois pages sont ainsi esquissées plusieurs pistes de grand intérêt permettant de caractériser l'industrialisation belge dans son rapport à l'extérieur et au développement. Suit une étude de Cockerill, dans laquelle on retrouve des éléments connus et des informations originales. Ainsi le plan des usines en 1847 (p. 97) nous montre une division spatiale du travail, telle qu'évoquée par Babbage, qui anticipait sur les aciéries américaines de la fin du siècle ; ainsi les ventes de Cockerill à l'étranger sur un demi-siècle (p. 99). Il serait intéressant d'articuler les pages sur les cristalleries de Val Saint-Lambert – en particulier au niveau des stratégies internationales, essentielles pour une entreprise qui ne vend en fin de siècle que seize pour cent de sa production en Belgique, avec une thèse récente sur la verrerie française de Portieux³³.

- 26 La croissance démographique que suscita l'industrialisation fut considérable puisque Seraing passa de 1 700 habitants en 1762 à 38 000 habitants en 1900. Les trajectoires des migrants sont étudiées. Seraing n'était souvent qu'une étape pour ces migrants qui partaient des petites localités rurales voisines et allaient vers d'autres villes ou pôles industriels. La thèse affirmée est que croissance économique et croissance démographique furent en constante interférence. Mouvements migratoires et naturels auraient favorisé l'industrialisation. La dilatation des espaces de l'économie aurait été synchronisée avec le drainage de la main-d'œuvre sur des espaces de plus en plus larges. Au début du XX^e siècle, les travailleurs venaient d'Europe moyenne. La chronologie de la Révolution Industrielle dans sa version technologique (pourtant refusée dans l'introduction...) suivrait les mêmes phases que la transition démographique (p. 583). Mais le lecteur ne suivra pas obligatoirement l'auteure dans sa tentative de lien logique entre les deux croissances : coïncidence ne signifie pas causalité. Si l'industrialisation a eu des conséquences démographiques, la causalité inverse est loin d'être démontrée. Cet ouvrage, qui est une belle thèse dans la continuité des recherches de Claude Desama, se termine sur cette question qui reste ouverte.

La série « Histoire quantitative et développement de la Belgique » et son dernier volume publié sur « Banque et crédit en Hainaut »

- 27 Le volume de Jacqueline Lebrun sur « Banque et crédit en Hainaut » est le dernier volume paru de la grande série d'histoire quantitative dont le projet avait été lancé par Pierre Lebrun dans les années 1950. Comme dans certains autres volumes de la série³⁴, Pierre Lebrun propose en introduction des éléments de développement de sa théorie de la Révolution industrielle belge. Il faudrait pouvoir mettre tous ces textes ensemble

pour en avoir une vue synthétique. Dans ce dernier volume publié, il annonce le bouclage logique de la série par le tome I, volume I : *L'angoisse capitaliste ; plus value ou civilisation. Essai d'introduction à la socio-histoire*, qui devrait donner sens à l'ensemble des publications. Il évoque les doutes, les remises en cause, les errances « dans la confiance que nous [sic] mettons dans les méthodes dites quantitatives » (p. 8). Le quantitatif, on le sait, n'est plus vraiment à la mode. Il n'a plus l'attrait de la nouveauté : cela n'implique pas que l'on puisse se passer d'un cadrage statistique indispensable. Quelle que soit l'incertitude qu'il y ait dans la reconstitution des données, le quantitatif fournit une sorte de garde-fou qui évite d'écrire n'importe quoi, il reste une pierre de touche de la cohérence des ordres de grandeur et des raisonnements sur l'économie. Mais on est mieux conscient aujourd'hui, par rapport aux années 1960, du fait que les nomenclatures et les catégories ont une historicité, qu'elles ne sont pas préexistantes et neutres et qu'elles ne sont qu'une des perspectives par lesquelles approcher l'histoire économique. C'est à ce niveau que l'imposant chantier ouvert par Pierre Lebrun conduit à se poser des questions de méthode.

- 28 Une problématique macro-économique a été définie *ab initio*, schumpétérienne en ses origines qui peut certes retrouver une certaine fraîcheur en se rajeunissant au travers de la théorie de la croissance endogène³⁵. Elle est suivie par un certain nombre de volumes qui ont l'ambition de collecter de manière neutre et objective des « faits » à l'appui, qui devraient ensuite permettre d'aboutir à une grande synthèse. Ces ouvrages sont souvent fort utiles, certains sont parfois très minutieux dans leur méthode de travail³⁶, tous représentent une très grande somme de recherches. Mais la disjonction entre la collection des faits et la mise en œuvre d'une réflexion sur ces faits, qui est le propre du positivisme, est révélatrice de la grande difficulté qu'il y a à relier un modèle abstrait global présenté initialement – on n'ose dire macroéconomique car il ne définit pas un système de relations entre des variables identifiées, et une considérable information présentée de manière aproblématique sur les secteurs, le commerce extérieur, les chemins de fer, etc.
- 29 C'est une illusion méthodologique de croire qu'un modèle explicatif est vrai ou faux, car ce serait en faire un objet réel dont on vérifierait l'adéquation aux éléments d'information disponibles sur le passé. Il est opératoire ou non, il permet ou non d'imaginer un scénario explicatif qui mette en cohérence ces traces du passé, d'inventer en un mot une histoire. Le modèle de Lebrun semble peu opératoire puisque les travaux qui devraient s'articuler avec lui n'y parviennent pas. C'est à l'usage que l'on juge un modèle et non dans l'élégance de sa conception. Il est vrai que derrière la séduction des analogies (« état de masse critique ») et des expressions qui impressionnent (« la structure de changement de structure » qui veut simplement dire que tout système doit comprendre sa propre loi d'évolution, ce qui en soi est compris dans la signification du mot système tel que l'a analysé par exemple Claude Lévi-Strauss), l'approche de Pierre Lebrun pose, comme l'écrit Suzy Pasleau, « davantage de problèmes qu'il n'en résout » (p. 11). Suzy Pasleau fait un commentaire très pertinent et critique de cette modélisation : « l'état de masse critique » est quelque chose de difficile à percevoir. Si le lecteur se permet de prolonger cette réflexion sur le caractère nécessairement opératoire d'un modèle, il lui apparaîtra alors évident qu'un modèle n'a de valeur que s'il rend possible la spécification des outils de mesure et la définition de procédures précises à mettre en œuvre pour aborder les études empiriques.

- 30 Le volume de Jacqueline Lebrun présente les mêmes qualités et suscite les mêmes interrogations que les autres volumes de la série. Il apporte un matériel documentaire considérable, non sur les grands établissements bancaires qui ont déjà fait l'objet de solides études, mais sur les banques locales qui survivent jusqu'au milieu du siècle avant que le financement régional ne soit accaparé par la Société Générale de Belgique, ses filiales et les Rothschild de Paris. Faute d'archives d'entreprises, elle a exploité pour ce faire les minutes notariales, l'état civil et un ensemble d'archives très éparpillées. Ce premier volume étudie les banquiers et leurs réseaux familiaux, leurs fortunes et les instruments bancaires. Un second volume à paraître étudiera le financement des activités industrielles régionales. L'ouvrage comprend 404 pages de texte et 390 pages d'annexes. Les pages 47 à 275 étudient les familles des treize banquiers montois, et l'origine de leurs fortunes. L'étude est très érudite ; elle s'appuie sur une masse documentaire qui figure en annexe, mais les conclusions qui devraient fournir une synthèse de toute l'information sont courtes et sans doute faudrait-il une lecture très approfondie et une participation active du lecteur à l'exploitation des données pour en tirer un certain nombre d'idées générales. Ce qui apparaît néanmoins à un lecteur plus pressé est une confirmation de l'importance de la période d'occupation française pour l'histoire économique belge. Presque toutes ces familles bancaires sont sorties de l'anonymat entre 1798 et 1814. Les premiers de ces lignées avaient souvent déjà amassé une fortune non négligeable vers 1810. Presque tous étaient en rapport avec l'administration française, profitaient des marchés publics, rendant des services, fréquentant les lieux de rencontre des notabilités. Ensuite ils allèrent tous, peu ou prou, s'intéresser, en tant que marchands ou exploitants, au secteur charbonnier. Le personnage d'Isidore Warocqué est étudié minutieusement dans ses spéculations pas toujours heureuses sur les biens nationaux, mais fructueuses parce qu'elles étaient couplées avec des activités d'entrepreneur de travaux publics – les créances sur l'État servant à payer les biens nationaux. Cela confirme les idées générales que l'on avait jusqu'alors. On a néanmoins l'impression que l'énorme travail documentaire réalisé pourrait permettre une analyse de données qui déboucherait peut-être sur des conclusions plus fines. La seconde partie de l'ouvrage sur les opérations bancaires laisse la même impression d'admiration pour l'ampleur de la collecte documentaire réalisée et de déception devant le caractère limité des conclusions.
- 31 L'importance majeure des comptes de correspondants des banquiers et celle des effets de commerce comme instruments de paiement dans la première moitié du XIX^e siècle sont confirmées. Ainsi au Grand Hornu, en moyenne entre 1828 et 1838, 60 pour cent des encaissements étaient réalisés en effets. Mais cette moyenne n'a guère de sens, car les proportions annuelles sont très variables, plus faibles dans la seconde moitié des années 1830 et Jacqueline Lebrun propose comme une explication possible une préférence pour les paiements en numéraire dans les années où la Société Générale avait une politique de réescompte restrictive. En fait, c'est la constatation inverse qui est la plus intéressante : celle du poids du numéraire et des problèmes que posait son approvisionnement. Le banquier Tercelin-Sigart tenait, dans les années 1830, la trésorerie du Grand Hornu disponible en écus d'argent dont l'entreprise avait besoin pour payer ses ouvriers. Jacqueline Lebrun montre la permanente pénurie d'écus qui contraignait à faire venir de Paris les pièces de 5 francs. Rothschild jouait ici un rôle fondamental durant ces années. Au cours des années 1840, ces pièces françaises étaient rares, d'autant plus qu'elles pouvaient servir à payer la partie de la dette hollandaise prise en charge par le gouvernement belge. À partir de 1847, la pénurie devint très

grande, les deux grandes banques belges ne pouvaient plus en fournir, ces pièces se négociaient avec un agio. Ces aspects concrets de la circulation monétaire qui n'ont été que rarement abordés par les historiens sont pourtant essentiels. Ils incitent à réfléchir sur les usages socialement différenciés des formes de la monnaie. Ils doivent faire prendre conscience que tant qu'un réseau de succursales bancaires n'a pu assurer une régulation consciente de la répartition géographique du stock monétaire, l'inégalité des flux de paiements tendait toujours à drainer le numéraire de certaines régions et à le concentrer dans d'autres, bien sûr les grandes villes et les centres financiers. On constatait le même phénomène dans les années 1840 en France, par exemple dans le Dauphiné³⁷. Où allaient ces écus qu'il fallait en permanence réapprovisionner ? Vers Bruxelles en paiement d'impôts ou en achats de titres ? Vers Lille ou Paris ? Il y a encore beaucoup à faire sur la circulation de l'argent dans l'aire Nord de la France-Belgique³⁸.

- 32 L'ouvrage de Jacqueline Lebrun présente des documents intéressants comme les pertes de place appliquées au Grand Hornu par ses correspondants (p. 701 sqq), mais ils ne sont guère commentés (p. 326 sqq). Enfin, elle met en valeur l'utilisation fréquente (pp. 349-400), comme un moyen de crédit à court terme, de l'escompte de lettres de change ou billets à ordre qui n'étaient pas émis à l'occasion d'opérations commerciales, et qui étaient donc du papier financier qui, systématiquement renouvelé, permettait de faire de la transformation en avances à long terme. « Pratique nocive, puisqu'elle mettra en difficulté pas mal d'établissements après 1830 », selon l'auteure (p. 350). Mais l'important serait de comprendre pourquoi les banquiers qui ont toujours été des gens éminemment prudents acceptaient ce papier. Il était, il est vrai, souvent garanti par des prises d'hypothèques ou des gages. On pourrait suggérer, d'après des recherches sur d'autres pays³⁹, que les banquiers voyaient là justement la possibilité de se dégager en cas de crise de liquidité par réescompte, alors que des avances en comptes courants ne permettaient ni de redevenir liquides ni de se refinancer.

D'autres pistes ?

- 33 Au terme de ces quelques remarques sur trois ouvrages importants, on conviendra que l'on dispose d'une masse toujours plus grande d'informations sur l'industrie belge au XIX^e siècle sans que la compréhension de l'industrialisation ait considérablement progressé. Comme dans tous les domaines de l'information, nous sommes entrés en histoire économique dans l'ère de la surinformation. La production scientifique augmente de manière exponentielle et il n'est plus possible de la maîtriser sur des champs larges. Le danger est le cloisonnement des chercheurs dans des champs plus étroits, ce qui est peut-être une dynamique irréversible dans les sciences de la nature, mais est sans aucun doute désastreux dans les sciences humaines où il faut garder une référence à une totalité. Il est néanmoins paradoxal que des pays plus grands et plus divers comme la France ou la Grande-Bretagne aient un certain nombre de tentatives de synthèse d'histoire économique sur le XIX^e siècle, alors qu'un petit pays comme la Belgique (il en va de même pour la Suisse) n'en ait pas suscité et que ses historiens manifestent une préférence pour l'étude à l'échelle régionale voire locale.
- 34 On a le droit de refuser toute approche globale, nationale ou macroéconomique en pensant que la totalité est une somme non structurée et non significative de l'action des individus et des firmes, une somme de milliers de marchés aux comportements différents. On ajoutera alors monographies sur monographies. Cette interprétation, que l'on pourrait justifier pompeusement par une position d'individualisme

méthodologique refusant le holisme, n'est pas tenable, surtout pour un petit pays très ouvert sur l'extérieur. Il y a en effet des contraintes externes, une production de normes (légales, salariales), des décisions politiques qui forment un cadre macro-économique que l'on ne peut nier. Au XIX^e siècle, l'État a en Belgique particulièrement pris part à la construction du capitalisme national⁴⁰. Quelles pistes a-t-on alors pour raconter une histoire structurée de l'industrialisation belge en fonction de la masse disponible d'informations ?

- 35 1 – La question du rapport entre industrialisation et développement, soit d'une certaine façon celle du rapport entre l'économique et le social, est une problématique importante pour la Belgique. La thèse d'Hubert Watelet sur le bassin de Mons l'évoquait explicitement dans son titre⁴¹. Toutes les études (Peter Scholliers sur le textile, Suzy Pasleau sur Cockerill...) montrent la dureté des conditions de vie des travailleurs et le faible niveau des rémunérations salariales. L'une et l'autre furent sans doute des éléments d'explication des migrations vers l'industrie du nord de la France : mais il faudrait sur ce sujet une étude fine des pouvoirs d'achat en tenant compte des imbrications de revenus, de la pluriactivité, des budgets différents, des coûts du logement etc. La comparaison classique entre la Belgique et l'Angleterre, fondée sur l'approche technologique de l'industrialisation, est plus trompeuse qu'éclairante. Elle a occulté deux différences fondamentales entre ces deux pays, le niveau élevé des salaires britanniques et la grande importance du tertiaire qui ont fait de la Grande-Bretagne l'un des pays les plus développés du monde dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La tertiarisation précoce a été une caractéristique essentielle de l'industrialisation britannique, sans doute dès ses origines. Elle permet de réinterpréter des thèmes comme le « déclin » d'une industrie qui perdait des parts de marché dans le monde à la fin du XIX^e siècle. Il s'agissait là plutôt d'un glissement des avantages comparatifs britanniques vers le tertiaire qui assurait une balance des paiements courants très excédentaire et faisait vivre une importante classe moyenne urbaine. Ce début de désindustrialisation britannique fut donc en fait une manifestation précoce d'une société post-industrielle.
- 36 En revanche, la Belgique était encore à la fin du XIX^e siècle un pays industriel, avec un fort emploi agricole, ce qui explique l'importance d'une proto-industrie que l'idéologie industrialiste ne doit pas conduire à occulter, avec un emploi tertiaire limité (18 pour cent de la population active dans le tertiaire en 1866, 24 pour cent en 1880, contre 38 et 36 pour cent dans l'industrie, 44 et 40 pour cent dans l'agriculture). Une majorité de la population belge a vécu dans des conditions difficiles durant une grande partie du XIX^e siècle. Les niveaux salariaux étaient bas, mais, à en croire Paul Bairoch ou Angus Maddison, le produit national par tête était élevé. Cette contradiction qui n'est qu'apparente doit susciter quelques tentatives d'explication. La faiblesse du marché intérieur – non seulement le faible nombre de consommateurs, mais aussi leur faible pouvoir d'achat en dehors d'une classe moyenne dont il faudrait cerner les contours impliquait une importance d'autant plus grande des débouchés externes donc une dépendance particulière vis-à-vis de ceux-ci. Si l'on suit Peter Scholliers pour le textile, le bas niveau salarial fut l'avantage comparatif sur lequel les patrons belges s'appuyèrent. Pour reprendre les approches de la science politique déjà évoquées, l'ajustement interne aux contraintes externes nées d'une ouverture importante avec une faible protection s'est faite, faute d'exportations très spécialisées, sur des niches

sans concurrence, par une pression sur les coûts salariaux, au travers d'une action forte de l'État.

- 37 La cohérence macroéconomique la plus élémentaire suggère alors quelques remarques. Les salaires de la plus grande partie de la population étaient beaucoup plus faibles que le revenu national par tête, parce qu'il y avait un partage de la valeur ajoutée très favorable aux entreprises et donc aux profits, et parce qu'il y avait une grande inégalité de la répartition du revenu national, plus encore que dans les pays voisins. Il y avait donc d'une part des possibilités d'investissement interne qui ont pu jouer un rôle moteur et qui ont fait apparaître à de nombreux historiens l'économie belge comme une économie de l'offre (caractère déterminant des investissements industriels lourds) et d'autre part des capacités d'exportation de capitaux en placements ou investissements directs. Le portefeuille étranger belge était très considérable au début du XX^e siècle, surtout si l'on réfléchit aux implications indirectes de la révision à la baisse que l'on tend à faire aujourd'hui sur les montants des portefeuilles anglais et français. Si tous les titres émis à Londres et à Paris n'étaient pas achetés par les Britanniques et les Français – ce qui est bien évident... c'est qu'ils l'étaient par des ressortissants des autres pays, au premier rang desquels se trouvaient les Belges, les Néerlandais et les Suisses.
- 38 2 – Le mode d'insertion dans l'économie internationale est le fil directeur majeur pour un petit pays qui a eu un taux d'ouverture non négligeable dès 1840 et très élevé dès 1870. Les thèmes de recherches à aborder sont nombreux : articulation entre marchés intérieurs et extérieurs, rôle des investissements directs à l'étranger (création de marchés, contrôle de ressources...), articulation entre les espaces d'approvisionnement en matières premières, les espaces de production, les espaces de vente, les espaces de financement, les types de division du travail. Pour mesurer correctement les implications de l'ouverture, il faut segmenter les secteurs productifs en au moins trois segments, les biens exportables pour lesquelles il y avait des avantages comparatifs, les biens pour lesquels il pouvait y avoir concurrence par les importations et enfin les biens et services qui ne faisaient pas l'objet de commerce international. Le glissement des facteurs de production de la seconde et de la troisième catégorie vers la première avec la spécialisation et le développement des échanges ont des effets structurels majeurs et parfois négatifs (comme la « *Dutch disease* » qui fait que la découverte d'une ressource naturelle sur son sol peut pénaliser un pays⁴²
- 39 Dans le cas de la Belgique, la concentration des capitaux et de la main-d'œuvre vers des industries textiles et des industries lourdes à bas salaires au détriment d'activités où la rémunération du travail était ou aurait été meilleure, évolution qui serait liée au mode d'intégration à l'économie internationale, n'est-elle pas une des caractéristiques les plus spécifiques de son industrialisation ?
- 40 3 – En mettant en relation tous les éléments évoqués supra, les marchés du travail, le rapport salarial, la stratégie des entreprises, l'articulation des marchés de produits et la composition sociale de la demande, le mode d'insertion dans l'économie internationale, les esprits systématiques qui ont soit d'une vision unitaire seront tentés de s'orienter vers les types d'approches proposés par les économistes de la régulation⁴³. Ces derniers ont contribué à faire avancer l'histoire économique belge sur le XX^e siècle⁴⁴, mais se sont moins intéressés à l'industrialisation du XIX^e siècle.

L'apport d'un ouvrage d'économiste : une analyse régulationniste

- 41 L'ouvrage de Jean-Marie Wautelet est l'exception. Il s'inscrit dans un courant historiographique post-marxiste. L'ouvrage révèle des affinités avec les régulationnistes, auxquels il reprend le concept de « régime d'accumulation », mais il est aussi proche des perspectives de Louis Fontvieille et de son équipe. À l'instar de Louis Fontvieille, Jean-Marie Wautelet semble avoir, ainsi qu'il apparaît dans sa conclusion (p. 311 sqq), comme préoccupation de retrouver une périodisation fondée a priori sur les Kondratieff, expliqués par une articulation particulière entre type d'accumulation, rapport salarial et rôle compensateur de l'État. Mais, comme la périodisation définit la perspective que l'on a sur l'histoire, on risque de retrouver dans les conclusions les déterminants de la périodisation choisie. On regrettera que cette périodisation a priori ne cadre pas avec celle de l'industrialisation, dans laquelle les années 1830 et 1840 sont fondamentales. En revanche, sur la période postérieure à 1850, cette recherche qui utilise la méthode des « faits stylisés » des régulationnistes français, aboutit à des hypothèses de travail, exprimées dans un langage un peu abstrait et qui gagnerait à être habillé dans un peu de cette chair humaine et complexe que constitue l'information microéconomique, trop absente du corps de l'ouvrage.
- 42 Ainsi que les travaux des économistes de la régulation, cet ouvrage présente des lignes de force aux traits fortement appuyés qui, pour le lecteur historien, apparaissent plutôt comme des « hypothèses fortes » que comme des résultats. Parmi ces hypothèses simplificatrices dont toutes ne nous semblent pas remporter l'adhésion, certaines, qui s'appliquent à l'influence des contraintes externes sur la structure industrielle interne, nous semblent éclairantes. Nous les sélectionnons et les reproduisons car elles viennent à l'appui des remarques que nous avons formulées.
- 43 *Période 1849-1869* : « Avec la construction dès les années 1830 de l'infrastructure ferroviaire impulsée par les emprunts extérieurs de l'État, on a ici un processus interactif aux effets multiplicateurs puissants. Ceux-ci entraînent d'ailleurs assez vite une surcapacité des outils, une fois stabilisée la demande en biens d'équipement. Cette surcapacité va accélérer l'ouverture de l'économie nationale sur l'extérieur dans la mesure où elle rencontre une hausse de la demande des pays voisins, en particulier de l'Allemagne » (p. 313).
- 44 *Période 1869-1883* : La stagnation des salaires « reflète le peu d'implications du capital financier et du capital industriel dans les branches productives tournées vers la consommation finale des ménages et dans la production des biens d'équipement destinés à ces branches. Le capital financier se tourne surtout vers un accroissement de ses activités bancaires en un premier temps, dans les placements extérieurs ensuite. C'est sur cet espace extérieur que se déroulera au début du XX^e siècle un nouveau processus de centralisation entre ces deux types de capitaux... » (p. 315).
- 45 *Période 1895-1913* : « La croissance du prix des céréales et des matières premières textiles vient souligner combien à la veille de la Première guerre mondiale, le régime d'accumulation en Belgique est basé sur une désarticulation : d'un côté la croissance de la capacité de production des industries de base, de l'autre des revenus salariaux en hausse, mais dont l'utilisation est en rupture quasi-totale avec ce qui s'est produit dans le secteur industriel "capitalistique" » (p. 317).
- 46 On pourra discuter de la chronologie et de la pertinence des analyses, dans cet ouvrage stimulant qui ne convainc pas toujours. Mais cela est en fait secondaire, car l'important n'est pas de proposer des résultats définitifs mais de poser les questions. Sur ce plan, les économistes ont pour rôle d'apporter du grain à moudre aux historiens. Les

approches de cette thèse convergent avec un certain nombre de questionnements actuels sur le processus d'industrialisation et de développement au XIX^e siècle⁴⁵. Elle comporte un grand nombre d'analyses de grand intérêt et de compilations très utiles de données statistiques. Elle ne satisfait pas totalement le lecteur historien, ce qui est normal puisqu'il s'agit plutôt d'une recherche d'économiste fondée sur une autre approche.

- 47 Les réponses aux questions posées sont ainsi souvent justifiées par une information relativement courte, « stylisée », là où l'historien économiste irait chercher une information plus ample. Mais ce n'est pas l'essentiel. Une des différences entre les deux disciplines est que l'économiste cherche à expliquer l'évolution passée à partir d'un schéma théorique choisi *a priori*, un schéma cohérent bien sûr dans sa logique théorique, structuré autour d'un principe organisateur. Il plaque ce schéma sur les « faits historiques », en instrumentalisant en fait la matière historique. Alors que l'historien va chercher de manière éclectique des outils d'analyse dans une grande boîte à outils composée de concepts et de mécanismes économiques, en instrumentalisant la discipline économique. En ce sens les deux approches ne sont pas réductibles l'une à l'autre, heureusement car chacune à sa richesse
- 48 Dans l'ouvrage de Jean-Marie Wautélet, le principe organisateur est annoncé d'emblée, l'accumulation du capital dont les caractéristiques propres à l'économie belge, dans ses rythmes, dans les rapports de production qu'elle détermine, dans la manière dont elle les imposerait peu à peu au reste de l'économie, expliquerait *a priori* l'histoire économique du pays. Et de là vient le malaise du lecteur historien devant beaucoup de ces travaux d'économistes qui peuvent lui sembler présenter une certaine circularité. Les faits sont énoncés selon un principe organisateur qui détermine une périodisation ou qui adopte une périodisation toute faite du type de mouvements longs, et ce récit historique a pour fonction de prouver la pertinence du principe organisateur adopté.
- 49 Nous croyons quant à nous à une logique explicative plus dynamique de l'économie fondée sur l'articulation entre quatre niveaux allant de l'action micro-économique à la société globale :
1. le niveau des acteurs micro-économiques qui perçoivent la réalité et ce qu'ils pensent en être les contraintes en fonction de leur appareil conceptuel, de leurs expériences antérieures.
 2. ces acteurs prennent leurs décisions et agissent sur les autres au travers d'un discours manipulateur et parfois contradictoire, en fonction d'anticipations qu'ils ont sur un cadre macro-économique plus général qu'ils contribuent à modifier.
 3. ils fonctionnent dans un cadre macro-économique, c'est à dire dans un ensemble de variables qui présentent une cohérence logique entre elles, mais qui entre époques et pays se différencient par la hiérarchisation des objectifs, car il n'est pas possible de les satisfaire tous également. On pourrait appeler ces configurations différentes des « régimes macro-économiques », comme ce qui nous a semblé caractéristique de l'industrialisation belge, une forte ouverture avec une faible spécialisation de niche des exportations (en dehors du zinc certes) qui a pour contrepartie de faibles salaires, une forte inégalité de la répartition et une capacité d'épargne importante, soutien des exportations de capitaux.
 4. le fonctionnement de la société n'est possible que parce qu'elle repose sur une base politique assez large, c'est à dire sur un compromis politique avec un consensus sur un minimum d'objectifs ou d'idées, tel le thème de la concurrence internationale qui, comme le montre Peter Scholliers, est exploité de manière répétitive pour détendre les tensions sociales dans

les moments où l'ajustement aux contraintes internationales ou techniques pèse le plus durement.

NOTES

- 1.. Bart VAN DER HERTEN, Michel ORIS, Jan ROEGIERS [dir.], *La Belgique industrielle en 1850. Deux cents images d'un monde nouveau*, Deurne/Bruxelles, MIM/Crédit Communal, 1995, 375 p. ISBN : 2-87193-220-4.
- Suzy PASLEAU, *Industries et populations : l'enchaînement des deux croissances à Seraing au XIX^e siècle*, Genève, Librairie Droz, 1998, 653 p. ISBN : 2-870-19-275-4.
- Jacqueline LEBRUN, *Banque et crédit en Hainaut pendant la révolution industrielle belge. Histoire quantitative et développement de la Belgique aux XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Palais des Académies, 1^e série, tome 2, volume 4a, 1999, 796 p.
- Peter SCHOLLIERS, « Mots et pratiques. L'industrie cotonnière gantoise, les crises et la perception patronale de la concurrence internationale, 1790-1914 », dans *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 23, 2001/2.
- Jean-Marie WAUTELET, *Structures industrielles et reproduction élargie du capital en Belgique (1850-1914)*, Louvain/Paris, Academia/L'Harmattan, 1995, 417 p. ISBN : 2-7384-3161-5.
- 2.. Dont nous avons essayé de rendre compte dans le numéro spécial de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 23, 2001/2.
- 3.. Ronald H. COASE, « The Nature of the Firm », dans *Economica*, vol. 4, 1937, traduction française dans *Revue française d'économie*, Vol. II, n° 1, 1987.
- 4.. Alfred D. CHANDLER Jr, *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, 1977, traduction française *La main visible des managers*, Paris, Éditions Economica, 1988, 639 p.
- 5.. Oliver E. WILLIAMSON, « Transaction Costs Economics : the Governance of Contractual Relations », dans *Journal of Law and Economics*, (2), 1979. Du même auteur, *The Economic Institutions of Capitalism*, New York, The Free Press, 1985, 450 p.
- 6.. Pierre LEBRUN, Marinette BRUWIER, Jan DHONDT et Georges HANSOTTE, *Essai sur la révolution industrielle en Belgique 1770-1847*, Bruxelles, Palais des Académies, 1979, 749 p.
- 7.. Natalis M. BRIAVOINNE, *De l'industrie en Belgique, sa situation actuelle, causes de décadence et de prospérité*, Bruxelles, E. Dubois, 1839, 2 tomes.
- 8.. Robert DEMOULIN, *Guillaume I^{er} et la transformation économique des provinces belges (1815-1830)*, Liège, G. Thone, 1938, 466 p.
- 9.. Pierre LEBRUN, Marinette BRUWIER, Jan DHONDT, Étienne HÉLIN et Georges HANSOTTE, « La rivoluzione industriale in Belgio. Strutturazione e destrutturazione delle economie regionali », dans *Studi Storici*, 1961 et 1962.
- 10.. David S. LANDES, « Encore le problème de la révolution industrielle en Angleterre », dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 12^e série, n° 18, mai 1961.
- 11.. L'évolution de l'historiographie du sujet est traitée dans Patrick VERLEY, *L'échelle du monde*, Paris, Éditions Gallimard, 1997, 713 p.
- 12.. Richard SYLLA et Gianni TONIOLO (ed.), *Patterns of European Industrialization : the Nineteenth Century*, Londres, Routledge, 1991, 288 p.

- 13.. L'hypothèse de base est que l'industrialisation et la croissance sont des phénomènes qui vont de soi et ne nécessitent pas d'explication. Seul leur « retard » demanderait élucidation. Mais « retard » par rapport à quelle norme ?
- 14.. Bernard LEPETIT, « Architecture, géographie, histoire : usages de l'échelle », dans *Genèses*, 13, automne 1993 ; Sidney POLLARD, *Peaceful Conquest. The Industrialization of Europe 1760-1970*, Oxford, Oxford University Press, 1981, 451 p.
- 15.. Il écrivait à l'époque où François Perroux avait développé l'idée que le développement était un processus qui se faisait à partir de pôles spatialement et sectoriellement définis. François PERROUX, *L'économie du XX^e siècle*, Paris, PUF, 1961, p. 203 sqq.
- 16.. Patrick VERLEY, « Quelques remarques sur l'économie française à l'époque impériale », dans Natalie PETITEAU [dir.], *Voies nouvelles pour l'histoire du Premier Empire : territoires, pouvoirs, identités*, Paris, La Boutique de l'Histoire-éditions, 2003, 302 p.
- 17.. Frédéric GHESQUIER-KRAJEWSKI, *La Lys et le lin (1750-1914). Les hommes, l'espace et le temps*, Lille III, dactylographié, 2002.
- 18.. Peter J. KATZENSTEIN, *Small States in World Markets. Industrial Policy in Europe*, Ithaca, Cornell University Press, 1985.
- 19.. Peter J. KATZENSTEIN, *Small States in World Markets...*, ouv. cité, p. 57 en particulier où il affirme qu'il n'est pas paradoxal de constater dans les petits pays européens une convergence entre libéralisme au niveau de l'économie internationale et interventionnisme dans l'économie interne.
- 20.. La thèse de Nadège Sougy soutenue sous le titre *Les charbons de La Machine, valorisation et commercialisation des produits d'une houillère nivernaise de 1838 à 1938*, préparée sous la direction des professeurs Anne-Lise Head et Denis Woronoff est un travail pionnier pour la définition des qualités dans l'extraction charbonnière.
- 21.. Peter SCHOLLIERS, « Mots et pratiques. L'industrie cotonnière gantoise, les crises et la perception patronale de la concurrence internationale, 1790-1914 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 23, 2001/2, pp. 121-142.
- 22.. Rondo CAMERON, *La France et le développement économique de l'Europe 1800-1914*, Paris, Éditions du Seuil, 1971 pour la traduction française, pp. 281 sqq et 300 sqq.
- 23.. G. VAN DE VELDE ne classe d'ailleurs pas la Vieille Montagne dans les « sociétés exerçant la majeure partie de leur activité en Belgique », dans *Le rendement des placements (1865-1939)*, Louvain, Société d'études morales, sociales et juridiques et Librairie Saint-Pierre, 1944, p. 14.
- 24.. soit 23 000 tonnes par an sur 30 000 consommées annuellement d'après le rapport très détaillé sur l'industrie du zinc du secrétaire général de la Vieille Montagne dans l'*Enquête sur le Traité de commerce avec l'Angleterre, industrie métallurgique*, Paris Imprimerie impériale, 1860, tome 2, p. 274 sqq.
- 25..... mais avec une certaine élasticité croisée, de substitution avec d'autres métaux à usages proches, ce qui compliquait le contrôle du marché, sauf à leur étendre la cartellisation.
- 26.. Peter J. KATZENSTEIN, *Small States in World Markets...*, ouv. cité considère la concentration des entreprises, dont la cartellisation, comme caractéristique des petits pays européens au XX^e siècle...
- 27.. Un récent ouvrage fait la synthèse des travaux existants et met bien en valeur cette multinationalisation du marché du zinc : Susan BECKER, *Multinationalität hat verschiedene Gesichter. Formen internationaler Unternehmenstätigkeit der Société Anonyme des*

Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille Montagne und der Metallgesellschaft vor 1914, Stuttgart, F. Steiner Verlag, 2002.

28.. Jean-Pierre DAVIET, *Un destin international, la Compagnie de Saint-Gobain de 1830 à 1939*, Montreux/Paris, Édition des Archives contemporaines, 1988, 704 p. et *Une multinationale à la française, Saint-Gobain 1665-1989*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, 334 p., pp. 110-133.

29.. On la connaît bien aujourd'hui grâce à la thèse de Catherine ROMMELAERE, *La carrosserie en Belgique aux XVIII^e et XIX^e siècles*, préparée sous la direction de Georges Raepsaet, et soutenue en mai 1998 à l'Université Libre de Bruxelles.

30.. Sans citer tous les ouvrages, on évoquera Robert DEMOULIN, *Guillaume Ier...*, ouvr. cité et J. A. VAN HOUTE, *Esquisse d'une histoire économique de la Belgique*, Louvain, 1943. La seule synthèse récente est très courte : Jean GADISSEUR, « Le triomphe industriel 1848-1913 », dans *L'industrie en Belgique. Deux siècles d'évolution, 1790-1980*, Bruxelles, Crédit Communal, 1981, 322 p.

31.. Maurice LÉVY-LEBOYER, *Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, 813 p.

32.. Sidney POLLARD, *Peaceful Conquest...*, ouvr. cité.

33.. Philippe PICOCHÉ, *Une entreprise vosgienne : la verrerie de Portieux 1850-1950*, préparée sous la direction de Claude-Isabelle Brelot, soutenue à l'Université de Lyon II en 2001, non publiée.

34.. Par exemple dans Michel LAFFUT, *Les chemins de fer belges (1830-1913). Genèse du réseau et présentation critique des données statistiques*, Bruxelles, Palais des Académies, 1985-1995, pp. vi à xxxv.

35.. Ensemble de travaux publiés depuis une vingtaine d'années qui ont pour particularité d'endogénéiser le progrès technique qui, dans les approches antérieures, comme dans le modèle de Solow, était considéré comme un facteur exogène, une sorte de *Deus ex Machina* qui expliquait une bonne partie de la croissance. La conséquence majeure qui en découle est que le système économique ne fonctionne plus selon une logique de rendements décroissants, qui permet les rattrapages, et qu'il est compatible avec des rendements croissants.

36.. Par exemple, Jean GADISSEUR, *Le produit physique de la Belgique 1830-1913. Présentation critique des données statistiques. Introduction générale. Agriculture*, Liège, 1991.

37.. En 1848, il y eut une dramatique pénurie que le *Courrier de la Drôme* du 10 juin 1848 attribuait à l'engouement des capitalistes locaux pour les actions de chemin de fer qui auraient « fait affluer les espèces vers Paris et les centres principaux ; l'agiotage effréné qui en est suivi. a presque entièrement dégarni les provinces du capital monétaire » : cité par Philippe VIGIER, *La Seconde République dans la région alpine. Étude politique et sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 1963, 2 tomes, 333 et 528 pp.

38.. Les recherches de Mathieu de Oliveira portent sur ce thème.

39.. En particulier, une analyse de Charles W. Munn sur les banques écossaises, dans une communication au colloque « Le financement des entreprises au fil de l'industrialisation », non publiée.

40.. Pierre LEBRUN, Michel LAFFUT et Joseph PIRARD, « Capitaux privés et capitaux publics dans l'industrialisation de la Belgique au XIX^e siècle », dans *Le rôle des capitaux publics dans le financement de l'industrie en Europe occidentale aux XIX^e et XX^e siècles. Actes du colloque organisé les 29, 30 novembre et 1^{er} décembre 1979*, Bruxelles, E. Bruylant, 1981, pp. 41 à 70.

- 41.. Hubert WATELET, *Une industrialisation sans développement. Le bassin de Mons et le charbonnage du Grand-Hornu du milieu du XVIII^e au milieu du XIX^e siècle*, Louvain-la-Neuve/Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980, 538 p.
- 42.. Phénomène qui peut paraître paradoxal et qui fut découvert, d'où son nom, en partant de la constatation que la découverte de gaz naturel avait été néfaste pour l'économie néerlandaise dans les années 1960. Voir « The Dutch Disease », dans *The Economist*, 26 novembre 1977, pp. 82-83 et Michael ELLMAN, « Natural Gas, Restructuring and Re-industrialisation : The Dutch Experience of Industrial Policy », dans T. BARKER et V. BRAILOVSKY (eds), *Oil or Industry ?*, Londres, Academic Press, 1981. Des historiens ont utilisé ce modèle avec ingéniosité pour tenter d'expliquer la désindustrialisation espagnole du XVII^e siècle et le choc négatif de la découverte des mines d'or sur l'économie australienne à la fin du XIX^e siècle. Voir Peter J. FORSYTH et Stephen J. NICHOLAS, « The Decline of Spanish Industry and the Price Revolution : A Neoclassical Analysis », dans *Journal of European Economic History*, volume 12, 1983, pp. 601-609 ; Rodney MADDOCK et Ian MCLEAN, « Supply Side Shocks : The Case of Australian Gold », dans *Journal of Economic History*, 1983 qui suivent le contemporain John Elliot CAIRNES, « The Australian Episode », dans *Frazer's Magazine*, repris dans Frank W. TAUSSIG (ed.), *Selected Readings in International Trade and Tariff Problems*, New York, Ginn and Company, 1921.
- 43.. Ensemble de travaux pour la plupart français, dont on peut avoir une vision synthétique avec Robert BOYER et Yves SAILLARD, *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, Éditions La Découverte, 1995, 568 p. Dans ce volume est discuté l'apport de cette approche à l'histoire dans Patrick VERLEY, « Histoire économique et théorie économique », pp. 521-529.
- 44.. Isabelle CASSIERS, *Croissance, crise et régulation en économie ouverte, la Belgique entre les deux guerres*, Bruxelles, De Boeck, 1989, 272 p.
- 45.. Pour les tendances nouvelles de l'histoire économique française du XIX^e siècle, on se rapportera au numéro spécial de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 23, 2001/2.
-

AUTEUR

PATRICK VERLEY

Professeur d'histoire économique à l'Université de Genève